

Intervention de Bruno Le Maire
au forum économique franco-italien
organisé par le MEDEF et la Cofindustria

Mardi 12 juillet 2022

MEDEF

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 20

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les représentants des entreprises françaises et italiennes,

Permettez-moi de remercier les organisateurs, le Medef et la Confindustria pour leur invitation.

Je suis toujours très heureux de participer à ces cérémonies et ces travaux franco-italiens. Ce quatrième forum économique, le premier depuis le traité du Quirinal, est particulièrement important pour les relations entre la France et l'Italie pour deux raisons.

La première, c'est que nous sommes dans un contexte géopolitique exceptionnel, avec une crise énergétique qui risque de s'aggraver dans les mois à venir, avec une menace sur l'approvisionnement du gaz en provenance de Russie qui est très réel, qui touche l'Italie, qui touche la France et qui touche toutes nos entreprises.

La deuxième raison, c'est que le président de la République et le président du Conseil italien, Mario Draghi ont défini un nouveau cadre avec ce traité du Quirinal qui doit nous permettre de renforcer de manière stratégique nos coopérations industrielles dans des champs qui sont absolument essentiels pour nos économies.

Je pense à l'espace, je pense à l'aéronautique, je pense aux satellites, je pense évidemment aux semi-conducteurs, j'aurai l'occasion d'y revenir parce que, c'est peut-être l'une des plus belles réalisations industrielles franco-italienne, c'est le choix qui a été fait sur les semi-conducteurs il y a quelques années.

Quel est le contexte économique international dans lequel nous voulons avancer ? Ce contexte, monsieur le Président, vous le connaissez mieux que personne, c'est le retour de l'inflation et les difficultés de main-d'œuvre. Le retour de l'inflation, vous connaissez ses causes profondes et ses causes profondes ne disparaîtront pas. Nous devons nous habituer, une fois passé le pic inflationniste, de vivre avec une inflation durablement plus élevée, autour de 2%.

Nous avons fait le choix de régionaliser nos chaînes de valeur. C'est à mon sens une très bonne décision stratégique, mais elle est nécessairement coûteuse.

C'est plus cher de produire des batteries électriques dans le nord de la France que de les importer de Chine. Mais c'est mieux pour l'environnement et c'est préférable pour notre indépendance stratégique.

En deuxième lieu, nous devons faire des investissements dans la transition écologique qui sont eux aussi durables sur plusieurs décennies et qui sont extrêmement coûteux. Il va de soi qu'investir dans les réacteurs nucléaires, décarboner les usines de métallurgie — j'ai eu l'occasion d'en parler hier avec Lakshmi Mittal au sujet de son investissement à Fos-sur-Mer pour un montant de 5 milliards d'euros — il va de soi que ça renchérit le coût des produits, le coût de l'aluminium derrière et donc le coût des véhicules pour les particuliers. L'inflation sera donc plus élevée que ce que nous avons connu durant les dernières décennies, une fois que nous aurons passé ce pic inflationniste.

Parmi les causes qui ont accéléré l'inflation, il va de soi que la guerre en Ukraine est un bouleversement majeur et durable ; majeur d'abord parce qu'il bouleverse la vie d'un continent qui était habitué à la paix et qui n'imaginait pas qu'il reverrait la guerre sur son sol, majeur parce qu'il inquiète tous nos compatriotes et évidemment tous les investisseurs, majeurs parce qu'il renforce l'augmentation des prix du gaz, du carburant, de l'électricité et qu'elle doit nous amener à penser différemment notre indépendance énergétique et à accélérer des investissements que nous avons reportés trop longtemps.

Et je souhaite qu'en matière d'investissements sur les énergies renouvelables comme sur le nucléaire, la vitesse d'exécution soit désormais la règle. Là où, hélas, en France, nous prenons souvent trop de temps pour réaliser ces investissements. Ce n'est pas acceptable que l'Allemagne puisse réaliser en quelques mois 4 terminaux de GNL, et que la France mette davantage de temps à réaliser un seul terminal flottant de GNL au large du Havre. C'est la preuve que nos réglementations ne sont pas adaptées.

Nous sommes confrontés à cette situation de guerre sur le sol européen, cela doit nous amener à prendre des décisions exceptionnelles sur la réalisation des infrastructures qui sont désormais indispensables pour notre indépendance énergétique, le bon fonctionnement de notre économie et la vie quotidienne de nos compatriotes.

Je le redis avec beaucoup de force, la vitesse d'exécution doit désormais devenir la règle, les freins doivent être levés, les complexités réglementaires allégées, et la simplification, la règle de fonctionnement de toutes nos administrations.

Enfin, je rappelle, mais je pense que chacun en a conscience, que la sobriété fait partie des solutions. La réalisation de nouvelles infrastructures ne suffira pas. Les décisions qui nous ont été demandées par le président de la République sur l'approvisionnement ne suffiront pas non plus.

Nous devons passer par la case sobriété. Chacun doit en avoir conscience, les administrations les premières, qui ont un exemple à donner, les particuliers, et les entreprises, puisque nous sommes, comme vous le savez, en train de définir entreprise par entreprise comment est-ce qu'un éventuel délestage pourrait être organisé.

Dans ce contexte, comment est-ce que se porte la France ? La France a résisté économiquement, on a eu l'occasion d'en discuter avec beaucoup de chefs d'entreprise d'abord à Aix ce week-end, puis à Versailles dans le cadre de *Choose France*.

Nous avons, je le redis, des fondamentaux économiques qui sont solides. Et je tiens à en remercier tous les entrepreneurs, que ce soient les PME, ETI ou les grandes entreprises, grâce à votre esprit d'entreprise, grâce à votre capacité de résistance, grâce à la manière dont vous vous êtes organisés pendant les crises, nous avons des fondamentaux économiques qui sont solides, et une croissance qui résiste à 2,5 % pour l'année 2022.

Et je considère, de ce point de vue-là, que la politique qui a été choisie par le Gouvernement avec constance, avec détermination, avec stabilité est la politique qui doit être poursuivie. Rien ne serait pire dans les circonstances actuelles, que tout d'un coup, faire des à-coups d'un côté ou d'un autre, changer de direction, hésiter. Ce n'est pas un temps pour hésiter, c'est un temps pour décider. Ce n'est pas un temps pour changer de direction, c'est un temps, au contraire, pour tenir bon la direction qui a été suivie, qui est celle de la politique de l'offre. Améliorer l'offre française, améliorer la compétitivité des entreprises, investir, innover, créer des emplois, et des emplois qui doivent être bien rémunérés, parce que l'inflation touche tous nos compatriotes et que nos compatriotes qui travaillent ont besoin d'être soutenus.

Le meilleur soutien pour nos compatriotes qui travaillent, c'est le salaire. Quelles que soient les solutions que nous apportons par ailleurs, que ce soient les aides, les primes, l'intéressement, la participation, la base, c'est le salaire. Et je sais que toutes les entreprises en ont parfaitement conscience et que toutes celles qui le peuvent ont déjà fait passer un certain nombre de hausses, ont parfois des rendez-vous dès le mois de septembre et dès le mois d'octobre, mais la base pour un salarié qui travaille, c'est sa rémunération.

Le salaire reste le meilleur bouclier contre l'augmentation de l'inflation. Nous aurons également du côté du Gouvernement, pris un certain nombre de mesures fortes, notamment sur l'électricité, plafonnement à 4 % du prix, sur le gaz, gel des prix du gaz, pour contenir l'inflation. Et je pense que c'est notre intérêt à tous d'avoir réussi à contenir cette inflation à 5 %.

La France a le taux d'inflation, le faible de la zone euro et c'est absolument majeur parce que ça calme un certain nombre d'inquiétudes. Ça permet de se projeter dans l'avenir. Donc, les décisions qui ont été prises par le président de la République en octobre dernier, ces décisions de bouclier énergétique ont été particulièrement efficaces.

Maintenant que l'inflation est à son pic, nous aurons besoin de protéger davantage nos compatriotes. C'est l'objet du projet de loi qui est en cours d'examen à la commission des Finances, la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale et qui sera la semaine prochaine à l'Assemblée nationale.

Ce qui me permet de dire un mot sur la manière dont je conçois ce débat, qui me permet aussi de rappeler avec beaucoup de simplicité et beaucoup de gravité aussi, que tout n'est pas possible financièrement et que la surenchère n'est pas une option.

La surenchère financière est une impasse pour tous. Ce sont des promesses qui seront déçus. Ce sont des promesses que l'Etat ne pourra pas tenir. Ce sont des promesses qui décevront nos compatriotes. Et de ce point de vue, je vois avec beaucoup d'inquiétude se multiplier depuis quelques jours, quelques heures, les amendements uniquement dépensiers sur le texte, le pouvoir d'achat.

Nous en sommes aujourd'hui à 100 milliards d'euros, peut-être 120 cet après-midi, puis 150 demain. 100 milliards d'euros de dépenses nouvelles, aucune économie. 100 milliards d'euros de dépenses pour l'Etat, aucune recette en face ou des recettes dérisoires et incomparables.

C'est une folie financière, mais c'est aussi une folie politique car ce sont des promesses qui ne pourront jamais être tenues et rien n'est pire dans le contexte actuel, que de promettre des choses que nous ne pourrons pas tenir. Il faut revenir à la raison.

Je le dis à tous mes amis parlementaires, il faut revenir à la raison. La raison financière et la raison politique. Et j'appelle toutes les oppositions à faire preuve de responsabilité, notamment ceux qui se disent partis de Gouvernement. Un parti de Gouvernement doit proposer des solutions de Gouvernement.

On ne peut dire d'un côté que l'on veut absolument réduire la dette publique, qu'il faut réduire la dépense publique, qu'il faut revenir sous les 3 % qui est indispensable de respecter un cadre financier, c'est ce que je crois profondément. Et puis, de l'autre, déposer des amendements le même jour pour une baisse de CSG à 70 milliards d'euros ou pour un carburant plafonné à 1,5 euro le litre pour des dizaines de milliards d'euros. Un peu de cohérence.

Je souhaite que ce débat à l'Assemblée nationale soit un débat pour apporter des solutions concrètes, crédibles à nos compatriotes et notamment ceux qui souffrent le plus de l'inflation et pas le sempiternel jeu de surenchère qui, finalement, ne mène nulle part, sauf à des déceptions, et donc à des colères.

Ce choix sur le pouvoir d'achat doit s'accompagner également d'une politique dont j'ai tracé les traits précédemment, une politique de l'offre qui nous permet d'investir pour renforcer notre souveraineté et améliorer notre compétitivité.

De ce point de vue, je considère que nous avons un partenariat franco-italien à construire et à renforcer encore plus dans les années qui viennent. Et l'Italie, avec sa puissance industrielle, avec ses capacités technologiques, doit être un des partenaires clés en Europe de la France.

Nous avons pour cela un nouveau cadre européen qui est formidable, les PIIEC : les Projets Importants d'Intérêt Collectif Européen. Les PIIEC, c'est quelque chose de fondamental. C'est non seulement un outil financier, c'est surtout une décision politique qui permet enfin à l'Europe de sortir de sa naïveté congénitale et de faire ce que toutes les autres grandes puissances font, Etats-Unis et Chine en tête, c'est-à-dire apporter un soutien public à des technologies naissantes ou à des industries qui sont en développement. Il était temps que nous nous réveillions si nous ne voulions pas voir le 21^{ème} siècle nous passer sous le nez. C'est fait, tardivement, mais c'est fait, tant mieux.

Nous avons donc défini 6 secteurs clés pour réduire nos dépendances électroniques, matières premières, énergie, santé, agroalimentaire, numérique. Nous avons aussi, et c'est le pendant de ces décisions d'investissement, élaboré un cadre qui doit nous permettre protéger nos intérêts.

Ça ne sert à rien, par exemple, de décarboner notre aluminium à Fos ou à Dunkerque si c'est pour réimporter de l'aluminium avec du CO₂ venu Chine à un prix beaucoup plus bas ; ça ne sert à rien d'investir dans la microélectronique et dans les semi-conducteurs si nous ne protégeons pas ces investissements et si nous laissons des investisseurs étrangers lourdement subventionnés, prendre des participations, voire contrôler ces investissements.

De ce point de vue-là, le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, l'instrument de réciprocité sur les marchés publics, le contrôle des investissements financés par des aides d'Etat sont trois instruments efficaces, radicalement nouveaux pour l'Union européenne, qui marquent l'entrée de l'Union européenne dans une nouvelle ère économique où enfin, nous défendrons nos intérêts, nous défendrons nos technologies, nous défendrons notre souveraineté.

De ce point de vue une fois encore, le partenariat franco-italien doit être exemplaire. Nous avons ce cadre européen : investissements et protection. Maintenant, il faut que nous avançons sur des projets concrets.

Je rappelle que la France et l'Italie, c'est 30 % du PIB de l'Union européenne, c'est 127 millions de consommateurs, c'est une forte reprise économique en 2021, c'est des investissements croisés qui concernent 4 000 entreprises et 400 000 emplois.

Et nous avons au moins trois partenariats emblématiques : STMicroelectronics, Stellantis, 4ème constructeur automobile mondial, EssilorLuxottica, leader mondial du secteur ophtalmologique.

Je vous propose ce matin que nous allions beaucoup plus loin. Je me rendrai à Crolles dans quelques instants avec le président de la République, avec ce projet commun entre Global Foundries, l'américain et STMicroelectronics, le franco-italien, qui va nous permettre de devenir un des leaders mondiaux de la fabrication de composants électroniques et de semi-conducteurs.

J'aimerais que chacun mesure ce que cela représente pour la France, pour l'Italie et pour l'Europe. Vous savez, l'histoire se joue parfois à quelques années ou à quelques mois. Il y aura demain, au XXI^e siècle, les puissances qui auront des semi-conducteurs en volume et en qualité de gravure et ceux qui n'en auront pas. Les premiers seront indépendants, les seconds seront dépendants.

La France et l'Italie grâce à cet investissement - qui nous a demandé avec le président de la République deux années de négociations intenses, brutales, difficiles, complexes, que nous raconterons un jour dans le détail - va faire partie de la première catégorie.

Avec les États-Unis, avec l'Allemagne, avec la Corée du Sud, avec Taïwan et avec le Japon, la France et l'Italie seront des puissances qui maîtriseront les semi-conducteurs, qui pourront offrir à leur industrie automobile, à leur industrie aéronautique, à l'ensemble des industriels les semi-conducteurs dont ils ont besoin.

Et j'ose espérer que demain, nous ne revivrons pas ce que j'ai vécu personnellement en 2020, en 2021, c'est-à-dire les grands industriels qui viennent taper à la porte du ministre de l'Économie et des Finances en disant : "appelez la secrétaire américaine au Trésor, nous avons impérativement besoin de semi-conducteurs pour réaliser des cartes bancaires, pour faire tourner nos usines, pour que telle usine ne ferme pas parce que nous n'avons plus de semi-conducteurs et nous ne pouvons plus faire tourner nos usines".

Cette époque-là, grâce à cet investissement, sera révolue. Nous devons également avancer sur d'autres projets. Je pense à l'hydrogène.

Nous avons un PIIEC formidable sur l'hydrogène, qui est une des technologies très prometteuses pour l'avenir. La France et l'Italie sont des partenaires essentiels. Nous avons un projet d'Alstom qui a des briques technologiques qui viennent d'Italie. Nous avons donc plein de projets possibles, notamment sur l'hydrogène, notamment sur le transport de passagers ferroviaires avec des trains fonctionnant à hydrogène sur lesquels les perspectives de coopération sont exceptionnelles.

Je citerai un troisième secteur. Nous avons parlé hier au déjeuner, c'est l'espace. Nous n'avancerons en matière européenne sur l'espace que dans la coopération. Et nous devons renforcer cette coopération. Croyez-moi, c'est un travail quotidien.

Chaque fois que vous pensez avoir bâti un cadre de coopération, on l'a fait avec la France, l'Allemagne, l'Italie. Le président de la République, Emmanuel Macron, le chancelier Olaf Scholz, le président du conseil, Mario Draghi, nous avons un cadre à trois, mais je ne sais pas pourquoi les industriels veulent toujours s'échapper de ce cadre, et se dire : tiens, mais finalement je vais réussir tout seul. Je vais sortir du cadre, c'est le cas de le dire, je vais lancer ma fusée et je me débrouillerai tout seul. Je ne crois pas du tout à cette option.

Je pense qu'aucun Etat en Europe n'a les moyens de développer soi-même son propre moteur à hydrogène, soi-même son propre gros lanceur ; il faut revenir sans cesse à la coopération. Je me rendrais à Rome, début septembre, pour en parler avec mes homologues italiens. Mais nous devons revenir à cet esprit de coopération.

Une coopération ne veut pas dire qu'il n'y a pas de compétition. Il y aura une compétition entre une startup et une autre sur un projet ou sur un autre. À un moment donné, si nous voyons que tel projet est le plus porteur, que sur tel lanceur, c'est telle technologie qu'il faut retenir, alors mettons-nous ensemble.

Nous avons un moteur, le moteur Prometheus, je ne suis pas certain qu'il soit très utile d'en développer un deuxième ou un troisième. Je ne pense pas que ce soit de l'argent bien employé. Je préfère que nous réfléchissions au partage de l'empreinte industrielle parce qu'évidemment, nous voulons tous des usines, nous voulons tous des emplois, plutôt que de nous lancer, soit dans une compétition qui serait trop dure, et qui pourrait affaiblir notre position, soit dans des coopérations avec les États-Unis qui ne me paraissent pas un gage d'indépendance.

Je connais la tentation SpaceX chez un certain nombre de nos partenaires. Et il faut savoir si on veut être indépendant ou dépendant. L'indépendance, ça ne se négocie pas. Si nous pensons que notre roue de secours pour l'espace c'est SpaceX, nous renonçons à toute indépendance spatiale européenne.

Si nous pensons que France, Allemagne, Italie peuvent ensemble réaliser des lanceurs, petits, moyens ou des gros lanceurs avec leurs propres carburants, leurs propres moteurs, leurs propres systèmes de navigation, alors continuons à travailler dans cette voie-là. C'est celle qui a été retenue par le président de la République et par Mario Draghi, qui me semble la seule voie bonne pour l'Europe.

Enfin, dernier champ de coopération que je voudrais citer, c'est le PIIEC dans le domaine de la santé, qui permettra de soutenir l'innovation dans les domaines qui sont très importants pour nos compatriotes. Je souhaite aussi que dans ce domaine là, nous puissions progresser.

Un tout petit mot plus personnel parce que je dois vous quitter pour aller à Crolles. D'abord pour remercier Geoffroy Roux de Bézieux de tenir chaque fois avec beaucoup de constance, ces rendez-vous franco-italien et, pour vous dire, toute l'amitié qui me lie à l'Italie, toute l'admiration que j'ai pour l'Italie et toute l'admiration pour la réussite industrielle de l'Italie.

Il n'y a pas de grands pays et de grandes nations sans grandes industries. Donc si cette coopération, main dans la main, France et Italie, nous permet d'augmenter l'empreinte industrielle française, d'accroître cette reconquête industrielle et surtout de bâtir de magnifiques entreprises industrielles franco-italiennes, je pense que nos deux pays se porteront mieux et je pense que l'Europe s'en portera mieux également.

Merci à toutes et à tous.